



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Arrêté n° CAB-BRS-2021-806

Arrêté préfectoral portant mesures réglementaires visant à lutter contre la propagation du virus COVID-19 dans le département du Pas-de-Calais les 13 et 14 juillet 2021.

**LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des palmes académiques  
Officier du mérite agricole

**Vu** le code de la sécurité intérieure ;

**Vu** le code de la santé publique et notamment ses articles L. 3131-15 et L.3136-1 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** le code pénal ;

**Vu** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de la crise sanitaire, ensemble la décision n° 2021-819 DC du 31 mai 2021 du Conseil Constitutionnel ;

**Vu** le décret modifié n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 1er ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant la nomination de M. Louis LE FRANC, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Vu** les données sanitaires de Santé Publique France et l'avis de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France ;

**Vu** l'avis de l'Association des Maires et des Présidents d'Intercommunalité du Pas-de-Calais reçu par courriel le 12 juillet 2021 sur les mesures sanitaires mises en place dans le département pour lutter contre la propagation de l'épidémie;

**Considérant** que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

**Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; que le variant « Delta », apparu récemment, est considéré par les autorités comme 60 % plus contagieux ;

**Considérant** que le nombre de personnes vaccinées au 11 juillet 2021 ne permet pas d'atteindre l'immunité collective ; qu'un redémarrage de l'épidémie est ainsi possible ;

**Considérant** que dans la région des Hauts-de-France, la part des patients hospitalisés en service de soins critiques atteints de la Covid-19 est supérieure à la moyenne nationale (32%) ;

**Considérant** l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public favorisant les rassemblements et, par la suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

**Considérant** que le risque de transmission du virus COVID19 augmente particulièrement dans les lieux densément occupés et lors des contacts prolongés ;

**Considérant** qu'il y a lieu de maintenir obligatoire le port du masque notamment au regard du démarrage de la saison estivale entraînant un brassage important des populations et propice aux rassemblements et flux de touristes sur la voie publique ;

**Considérant** que les 13 et 14 juillet 2021 des feux d'artifice et des activités festives, dont l'accès ne peut être soumis à la présentation d'un pass sanitaire, sont organisés dans l'ensemble du département ; que ces activités entraîneront un brassage important de la population ;

**Considérant** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**Considérant** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées,

**Sur** la proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Pas-de-Calais ,

## **ARRÊTE**

**Article 1** : Le port du masque est obligatoire pour toute personne âgée de onze ans et plus dans le département du Pas-de-Calais dans les zones de voie publique à forte concentration de population du 13 juillet à 18h au 15 juillet 2021 à 8h. Les zones et axes sur lesquels cette obligation s'applique sont définis et matérialisés par le maire. Les plages ne sont pas soumises à l'obligation du port du masque.

**Article 2** : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation d'handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et

qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, telles que définies par le décret n° 2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire. Les personnes se déplaçant avec un vélo ne sont pas tenues de porter un masque ainsi que les personnes pratiquant une activité sportive.

**Article 3** : La consommation de boissons alcoolisées est interdite sur le domaine public dans l'ensemble du département du Pas-de-Calais, aux dates et horaires mentionnés à l'article 1, à l'exception des consommations réalisées sur les terrasses et dans les conditions évoquées au II de l'article 40 du décret n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021.

**Article 4** : L'utilisation de pétards et feux d'artifice à usage privé est interdite, aux dates et horaires mentionnés à l'article 1.

**Article 5** : L'achat de carburant est interdit dans tout récipient transportable, sauf nécessité dûment justifiée par le client et vérifiée en tant que de besoin avec le concours des services de police ou de gendarmerie aux dates et horaires mentionnés à l'article 1.

**Article 6** : L'arrêté CAB-BRS-2021-796 du 12 juillet est abrogé.

**Article 7** : Le présent arrêté publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais entre en vigueur le 13 juillet 2021 à 18h00 jusqu'au 15 juillet 2021 à 08h00.

**Article 8** : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9** : Conformément aux dispositions du code de la santé publique susvisé, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de cinquième classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3.750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 10** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 11** : Le directeur de cabinet du préfet du Pas-de-Calais, le directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, les maires, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais et dont une copie sera transmise aux procureurs de la République du département du Pas-de-Calais.

Fait à Arras, le **13 JUL. 2021**

